

Des vaccins pour l'Afrique : un sujet de sécurité mondiale



La COVID-19 est un ennemi qui ne connaît aucune frontière. Nous ne vaincrons pas la pandémie tant que chaque personne, dans chaque pays, ne sera pas protégée. Avec une population de plus de 1,3 milliard d'habitants, l'Afrique est aujourd'hui une des régions les moins protégées et les plus vulnérables. Ce serait une erreur grave de considérer que le continent est moins atteint, et que donc « l'Afrique peut attendre ». Les derniers chiffres disponibles font maintenant état de 4,28 millions de cas sur le continent – soit une augmentation de 9 % en seulement un mois –, et nous ne pouvons pas exclure que ces chiffres soient en-deçà de la réalité. À 2,7 %, le taux de létalité en Afrique est désormais supérieur au taux mondial de 2,2 %.

Des progrès considérables ont été réalisés à l'échelle mondiale dans la lutte contre la COVID-19. La mise au point en moins d'un an de vaccins hautement efficaces, comme la mise en place quasi-immédiate de systèmes de distribution collectifs, tels que le mécanisme COVAX, sont autant de prouesses qu'il convient de saluer. Mais nous restons très loin des objectifs à atteindre pour assurer la sécurité en Afrique. Sur l'ensemble du continent, l'accessibilité aux vaccins est non seulement très en-deçà du seuil d'efficacité estimé à 60 % de la population, mais surtout, à ce stade, nettement inférieure au taux de couverture de 20 % promis par le système COVAX.

Mi-mars, moins de 24 millions de doses de vaccin avaient été distribuées en Afrique, permettant d'assurer la couverture de seulement 1,7 % de la population du continent. Le volume ainsi affecté au continent ne représente qu'à peine 0,5 % de la distribution mondiale actuelle de doses, alors que plus de 17 % de la population du globe réside sur ce continent. Le système COVAX a fourni à ce jour 16 millions de doses à 28 pays africains, laissant 16 pays recourir parallèlement aux dons et aux accords bilatéraux. Dix pays restent totalement en dehors de toute couverture vaccinale.

Faute d'un apport additionnel significatif et immédiat, le personnel de santé aujourd'hui en première ligne en Afrique court un risque majeur. Ce sont eux qui payent le plus lourd tribut à la pandémie. Si cette première ligne se retrouve décimée, outre la tragédie humaine que cela représenterait, le continent risque de devenir un incubateur de choix pour les variants. Nous savons tous que si le virus n'est pas efficacement éliminé partout, il continuera à se propager et à muter. La garantie d'un accès égal et équitable aux vaccins n'est pas seulement une question de justice, et encore moins un acte de charité. C'est bien un enjeu de sécurité mondiale, et donc une question d'intérêts partagés.

Relever un tel défi appelle des efforts immédiats et concertés. Il faut accélérer l'acheminement des vaccins en Afrique, débloquer des ressources financières additionnelles pour les pays qui en ont le plus besoin et commencer dès maintenant à renforcer sur le continent les systèmes de santé publique et les capacités locales de production de doses de vaccins.

En premier lieu, il est indispensable de disposer d'un calendrier clair et sûr des livraisons de vaccins d'ici l'été 2021 par l'intermédiaire du système COVAX, pays par pays. Ceci permettra d'identifier les lacunes pour déterminer la solution la plus efficace pour les combler.

Dans l'immédiat, pour remédier à l'insuffisance actuelle de vaccins, les pays les plus avancés pourraient partager une partie de leurs stocks. Se contenter de donner ses excédents n'est pas suffisant. Nous saluons l'appel lancé par le président de la République française, Emmanuel Macron, pour que l'Europe et les États-Unis envoient de toute urgence 5 % de leurs stocks de vaccins aux pays en développement. Mais tous ces engagements généreux, même ceux qui ne vont pas au-delà du partage des seuls excédents potentiellement périssables ou menacés d'obsolescence, restent à mettre en œuvre.

Il est également indispensable de dégager des ressources financières additionnelles spécifiquement destinées à permettre aux gouvernements africains non seulement de combler le manque de vaccins en recourant à des ressources autres que celles du mécanisme COVAX, mais aussi de procéder au renforcement nécessaire

de leurs capacités en matière de stockage, de transport, de distribution et d'administration des vaccins. Les lacunes existantes limitent en effet l'accès au mécanisme COVAX et compromettent la réussite de la campagne de vaccination. Le projet du Fonds monétaire international d'émettre 650 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux additionnels est un élément essentiel, et nous saluons l'engagement personnel déterminant de Kristalina Georgieva, Directrice générale du FMI, à cet égard. Il faut maintenant veiller à ce que ces ressources additionnelles profitent aux pays et aux secteurs qui en ont le plus crucialement besoin. Un apport additionnel pourrait également provenir d'allocations supplémentaires ciblées d'aide publique au développement (APD) de la part des bailleurs bilatéraux ou d'une reconstitution anticipée des ressources de l'Association internationale de développement (AID).

Les gouvernements africains doivent eux-mêmes mobiliser des ressources spécifiques, même si celles-ci sont durement impactées par la crise. La santé est aujourd'hui considérée comme un bien public prioritaire qu'il revient à tout gouvernement de délivrer à ses concitoyens.

Enfin, tout contrat, toute ressource financière additionnelle devront être encadrés par des critères de transparence et de solides mécanismes de redevabilité.

Il reste que le principal goulot d'étranglement aujourd'hui est celui de la capacité de fabrication de vaccins. Alors qu'on estime que 14 milliards de doses pourraient être nécessaires au niveau mondial, la capacité actuelle du système de production mondial est de l'ordre de 3 à 5 milliards. En réponse à la crise actuelle, mais aussi en prévision de futures pandémies, l'Afrique, avec le soutien de ses partenaires, doit renforcer et développer ses propres capacités de fabrication de vaccins. Beaucoup peut être fait dans ce domaine, qu'il s'agisse de mettre immédiatement en relation les producteurs mondiaux et les entreprises locales disposant de capacités de conditionnement, de stimuler les investissements adéquats, de résoudre les questions liées à la propriété intellectuelle, de promouvoir les transferts de technologie ou de partager données et expertises. Nous saluons la décision de Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice générale de l'OMC, de réunir tout prochainement les membres de l'OMC et les laboratoires pharmaceutiques pour négocier des conditions de fabrication et de distribution plus équitables pour les pays en développement. Pour toutes ces étapes, la mise en place d'un partenariat solide avec le secteur privé africain, qui a déjà largement démontré son ingéniosité et son efficacité dans la production de tests et d'équipements de protection individuelle, sera déterminante.

La lutte contre la pandémie n'est pas seulement une urgence ponctuelle. L'émergence de variants de la COVID-19 comme de la maladie X sont inévitables. Nous sommes tous témoins de la façon dont la pandémie actuelle a altéré, voire détruit, les équilibres sociaux et économiques dans le monde entier. Assurer que l'Afrique soit en mesure de gérer la crise actuelle tout en préparant l'avenir dès maintenant est un sujet immédiat et prioritaire de sécurité mondiale.

Tous ces sujets feront l'objet d'un nouveau rapport de la Fondation sur « L'Afrique et la COVID-19 : un an après » et seront au cœur des discussions du Forum Ibrahim 2021 pendant le Ibrahim Governance Weekend, qui se tiendra virtuellement du 3 au 5 juin 2021.

Cette déclaration est cosignée par le conseil d'administration, le comité du Prix Ibrahim et les Lauréats du Prix de la Fondation Mo Ibrahim :

Valerie Amos | Zeinab Badawi | Jin-Yong Cai | S.E. Joaquim Alberto Chissano | Nathalie Delapalme | Aïcha Bah Diallo | Mohamed ElBaradei | Jendayi Frazer | Hadeel Ibrahim | Hosh Ibrahim | Mo Ibrahim | S.E. Mahamadou Issoufou | Abdoulie Janneh | Donald Kaberuka | S.E. Horst Köhler | Pascal Lamy | Graça Machel | S.E. Festus Gontebanye Mogae | Jay Naidoo | S.E. Pedro De Verona Rodrigues Pires | S.E. Hifikepunye Pohamba | S.E. Mary Robinson | S.E. Ellen Johnson Sirleaf | Ngeire Woods
